



Déclaration liminaire FSU.

CHSCT du 16 septembre 2020

Et nous revoilà réunis en CHSCT, le 16 septembre 2020, comme au printemps, à appréhender l'urgence au jour le jour, subissant la situation créée par l'épidémie et par l'aveuglement de notre ministère.

Une nouvelle fois, aucune anticipation : le nouveau protocole est arrivé le vendredi pour une mise en œuvre le mardi, jour de rentrée des élèves. Le reste des consignes arrivant ensuite au compte-gouttes. Alors que nous avons eu deux mois pour prévoir différents types de situation, comme nous le demandions lors des CHSCT de juin-juillet.

Une nouvelle fois, il aurait été possible de faire autrement, et de proposer des aménagements, de mettre en place des moyens, pour améliorer les conditions de travail de tou.te.s.

Une nouvelle fois, la seule chose dont semble se préoccuper le Ministre de l'EN, c'est de l'affichage politique : à la rentrée, on accueille tous les élèves, comme d'habitude.

Accueillir tous les élèves, la FSU ne peut pas être contre, consciente de l'importance de la scolarisation collective pour tous les élèves. Mais à quel prix ? Dans quelles conditions ?

Les clusters se multiplient dans les écoles et les établissements. Les conditions de travail créées par le port constant du masque sont très pénibles. De nombreux personnels, notamment à l'école primaire, viennent travailler avec la peur d'être infecté par ce virus, toujours mal connu, et toujours mortel pour une part non négligeable de ceux et celles qui en sont atteints.e.s.

Les personnels du primaires ne sont équipés que de masques en tissus, alors qu'on apprend aujourd'hui que l'ARS fait une différence entre masques en tissus et masques jetables dans l'évaluation des cas contacts, considérant que les masques en tissus sont moins protecteurs. Qu'attend l'EN pour équiper les agents travaillant dans le primaire de masques chirurgicaux ?

Aucun aménagement (du temps scolaire par exemple) n'a été imaginé pour rendre cette situation plus acceptable par les usagers et les personnels et pour limiter les risques de propagation du virus. Aucune amélioration du bâti et de l'équipement des établissements (notamment en sanitaires) n'a été impulsé par l'EN pour permettre une réelle mise en œuvre de mesures barrière d'importance : le lavage des mains, le non brassage des groupes.

Aucun moyen n'a été donné pour, par exemple, réduire les groupes ou empêcher le brassage, et permettre d'accueillir les élèves dans de meilleures conditions, notamment du point de vue de la distanciation. En Italie, ce sont 50000 enseignant.e.s auxiliaires supplémentaires qu'il est prévu de recruter.

Bien pis ! En cette période de distanciation sociale, les classes n'ont jamais été aussi pleines ! Ça craque de partout, aussi bien en collèges qu'en lycées. Là où l'on demandait des effectifs et des programmes allégés, on a tout l'inverse au mépris du bon sens...

Au lycée, la réforme, qui fait exploser le groupe classe et multiplie les sous-groupes, vient multiplier les effets de brassage des groupes.

Pour l'affichage politique, toujours, la DSDEN multiplie les remplacements dans les équipes des écoles touchées par le Covid, mais quel sens cela peut-il avoir de remplacer 9 enseignant.e.s sur 13 dans une école, dont la directrice ? La conséquence directe étant une sécurité moins grande pour les élèves, face à une majorité d'enseignant.e.s ne connaissant pas le fonctionnement de l'école.

De la même façon, par un jeu d'écriture, l'EN renvoie les personnels vulnérables en cours, en leur promettant juste un masque chirurgical de type 2, qui ne protège pas son porteur des aérosols. Dans ce cadre, il nous semble que notre employeur ne peut plus arguer du fait qu'il a respecté les préconisations des autorités sanitaires, pour refuser d'emblée d'éventuels recours au droit de retrait des personnels.

Enfin, le retour du jour de carence risque d'inciter les personnels à ne pas signaler leurs symptômes et va donc à l'encontre de la limitation de la diffusion du virus.

Nous payons aujourd'hui le manque de préparation et de moyens pour cette rentrée, et le résultat est l'augmentation ininterrompue et exponentielle du nombre de cas, de fermetures de classes et d'école. Ça déborde ! Le flou des consignes, notamment en cas de suspicion de Covid, et surtout l'impossibilité matérielle de les respecter entraîne l'instauration de normes différentes selon les médecins ou les chefs de service. Les personnels sont quotidiennement confrontés, sur le terrain, à l'incompréhension et les pressions de parents d'élèves qui ne comprennent pas la nécessité de garder leurs enfants à la maison en cas de symptômes, même bénins, et subissent eux-mêmes les pressions de leurs employeurs.

Monsieur le Directeur Académique, nous vous posons la question : combien de temps allons-nous pouvoir continuer comme ça, sans risquer une explosion des RPS et des arrêts maladie chez les personnels ?

Avec une vision moins étreinée et plus réaliste, un réel souci des conditions de travail des personnels et des élèves et un peu de capacité à anticiper de la part de notre ministère... une autre rentrée était possible !